

Ordonnance sur la constatation de la forêt

du 28 avril 1999

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu les articles 57, alinéas 1 et 2 de la Constitution cantonale et 90, alinéa 1 de la loi du 28 mars 1996 sur l'organisation des conseils et les rapports entre les pouvoirs;

vu les articles 2, alinéa 2 et 50, alinéa 1 de la loi forestière du 1er février 1985; sur la proposition du Département des transports, de l'équipement et de l'environnement;

ordonne:

Article premier Définition de la forêt

¹ Par forêt, on entend toutes les surfaces couvertes d'arbres ou d'arbustes forestiers à même d'exercer des fonctions forestières, pour autant que les valeurs quantitatives minimales suivantes soient atteintes:

- selon la surface, calculée en prenant en compte 2 m de lisière: 800 m²;
- selon la largeur: 12 m, incluant 2 m de lisière;
- ou selon l'âge du peuplement sur une surface nouvellement conquise par la forêt: 20 ans.

² Ces valeurs quantitatives minimales complètent les critères qualitatifs de la forêt dont il sera tenu compte lors de l'appréciation d'ensemble de chaque cas d'espèce. L'importance qui sera donnée aux valeurs quantitatives sera inversement proportionnelle à la valeur qualitative du peuplement examiné.

³ Les valeurs quantitatives minimales ne sont pas décisives pour les peuplements qui exercent une fonction sociale ou protectrice particulièrement importante. Le cadre fixé par le Conseil fédéral est applicable.

Art. 2 Relevé et délimitation des forêts

¹ La constatation de la nature forestière, basée sur le cadastre forestier, est établie là où les zones à bâtir confinent et confineront à la forêt, si possible en coordination avec la procédure d'adaptation des plans d'affectation de zones.

² La délimitation de l'aire forestière est exécutée sur mandat de la commune et sous la direction de l'inspecteur forestier d'arrondissement. Elle est relevée par le géomètre officiel et reportée sur les plans cadastraux.

³ Les autres constatations de la nature forestière, engagées sur demande ou d'office, sont exécutées aux frais du requérant ou de la procédure qui en est à l'origine.

Art. 3 Procédure de constatation

¹ La constatation forestière est mise à l'enquête publique pendant 30 jours auprès de la commune par l'inspecteur forestier d'arrondissement. La publication a lieu par insertion au Bulletin officiel et dans la commune selon l'usage local. Des remarques et oppositions motivées peuvent être déposées via la commune auprès de l'inspecteur forestier d'arrondissement qui les transmet ensuite au Service des forêts et du paysage avec son rapport ainsi que la prise de position de la commune.

² Le Service recueille le préavis des services et organes cantonaux concernés par la matière, notamment ceux chargés de l'aménagement du territoire, de l'agriculture et de la protection de la nature.

³ Le Conseil d'Etat est compétent pour rendre toutes les décisions de constatation de la nature forestière, pour autant que celles-ci ne reviennent pas à d'autres instances dans le cadre d'autres procédures, telles que celle de défrichage. Il statue en première instance sur les oppositions non liquidées. La décision sur opposition, accompagnée du plan indiquant la situation des parcelles et de la forêt, est notifiée à chaque propriétaire concerné ainsi qu'à la commune et publiée au Bulletin officiel. La procédure de recours est réglée par la loi sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA).

⁴ Sur la base de la constatation de la nature forestière entrée en force, les limites des forêts confinant notamment à la zone à bâtir sont reportées à titre indicatif dans les plans d'affectation de zones, l'aire forestière délimitée à l'intérieur de la zone à bâtir étant affectée en zone forestière. Les nouveaux boisements dans les zones à bâtir dont la délimitation forestière a été effectuée ne sont pas considérés comme forêt.

Art. 4 Dispositions finales

¹ La présente ordonnance abroge les articles 1 et 2 du règlement d'exécution du 11 décembre 1985 de la loi forestière du 1^{er} février 1985.

² Elle est soumise à l'approbation du Grand Conseil et sera communiquée à l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage.

³ Elle sera publiée au Bulletin officiel pour entrer immédiatement en vigueur.

Ainsi adopté en Conseil d'Etat, à Sion, le 28 avril 1999.

Le président du Conseil d'Etat: **Serge Sierro**

Le chancelier d'Etat: **Henri v. Roten**

Approuvé en séance du Grand Conseil, le 23 juin 1999.